

TD N° 8 – LA BANLIEUE EST-ELLE UN LIEU DE DESINTEGRATION SOCIALE ?

D'une part, *l'intégration* désigne un état du système social. Une société sera considérée comme intégrée si elle est caractérisée par un degré élevé de cohésion sociale. Pour Durkheim, par exemple, le taux de suicide varie en raison inverse du degré d'intégration des groupes sociaux dont fait partie l'individu (Le suicide, 1897). A l'intégration on oppose donc *l'anomie* ou la désorganisation sociale.

D'autre part, l'intégration désigne la situation d'un individu ou d'un groupe qui est en *interaction* avec les autres groupes ou individus (sociabilité), qui partage les valeurs et les normes de la société à laquelle il appartient. A l'intégration on oppose donc la marginalité, la *déviance*, *l'exclusion*.

Enfin, la *solidarité sociale* est les liens de dépendance et d'obligations réciproques entre membres d'une même collectivité. Durkheim distingue :

- Solidarité mécanique: solidarité fondée sur la similitude entre les personnes et sur le partage des mêmes valeurs (elle caractérise les "communautés").
- Solidarité organique: solidarité fondée sur la complémentarité entre les individus dans le cadre de sociétés à forte division du travail.

La *ségrégation* désigne tout phénomène évolutif ou tout état de séparation de groupes ethniques ou sociaux, à l'échelle infra-urbaine, urbaine, régionale ou nationale.

1 – LA VILLE MODERNE EST UN LIEU D'INTEGRATION ET DE COHESION SOCIALE

1 – Au niveau des quartiers prévaudrait une solidarité mécanique, c'est-à-dire reposant sur la similitude sociale des habitants, leur proximité physique et la pression d'un conformisme local : "On habitait un quartier populaire parce qu'on était ouvrier. On y vivait entre ouvriers, avec des manières d'être similaires qui contribuaient à donner à chacun le sentiment d'une identité collective, d'une force propre dans la société, dans la ville". Au niveau inter-quartiers, c'est de solidarité organique dont il sera question.

(Source : Jean-Samuel Bordreuil, "La Ville desserrée", Coll. L'état des savoirs, La Découverte, 2000)

Q1 – Quels sont les deux types de solidarité qu'engendre le fait d'habiter en ville ?

- ✓
- ✓

2 – Sur le papier, l'idée paraissait comme frappée au coin du bon sens : rapprocher l'habitat des usines. C'est sur ces bases que le quartier de la Rose-des-Vents fut édifié, à partir de 1969, dans la partie nord du territoire d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis). Ce « grand ensemble » germa sur d'anciennes terres agricoles. Sa vocation : donner un toit aux ouvriers et aux cadres d'une nouvelle unité de production de Citroën, qui devait être implantée à quelques centaines de mètres de là. A l'époque, l'entreprise « importait » d'Afrique des ouvriers par convois entiers. L'affaire fut rondement menée : « Un seul permis de construire, un seul opérateur, et vas-y que je te construis 3 000 logements sociaux », résume le cadre d'un organisme HLM. De là vint l'expression "cité des 3 000", abandonnée en 1979 au profit du vocable plus poétique de Rose-des-Vents. Le "concept" urbanistique était « réfléchi », commente un vieux routier de la politique de la ville : panachage de HLM et de pavillons, mélange des formes architecturales, création d'une galerie commerciale... La municipalité communiste, de son côté, rêvait certainement de prolétariat radieux dans une cité heureuse.

Les premiers arrivants. Belkacem Bellakhal, 47 ans, garde un souvenir précis de l'époque où sa famille emménagea. Son père avait quitté le Maroc en 1958 pour devenir mineur dans le Nord, avant d'être ouvrier chez Simca, en région parisienne. Au milieu des années 1960, les Bellakhal vivaient dans une cave louée par un compatriote indélicat : « C'était atroce. On a fait une demande de logement à la mairie. Quand la Rose-des-Vents s'est bâtie, on nous a donné un quatre-pièces. J'avais 11 ans. Pour moi, c'était le paradis. On se roulait dans la salle à manger de bonheur. On a dû appeler le gardien pour qu'il nous explique comment fonctionnaient les toilettes. C'était tout neuf, tout beau. Et dès qu'on sortait, on se retrouvait dans les champs de blé. » Le quartier comptait alors « plus de Français que d'immigrés », poursuit M. Bellakhal, qui travaille chez Citroën depuis vingt-neuf ans (pour 1 700 euros par mois) : « Il y avait aussi des Italiens et des Espagnols. Je ne ressentais aucun racisme. » Philippe Prévost, 47 ans, est né à Aulnay. En 1969, ses parents, boulangers dans le centre-ville, décident de s'installer sur ce qui n'était encore que la dalle du centre commercial Surcouf. « Les boutiques se sont peu à peu développées. Il y avait aussi des banques, des assureurs... Les gens étaient contents de quitter des logements insalubres pour des appartements fonctionnels. » Débarquaient des ménages de toutes origines. Des gendarmes du Bourget et de Roissy, des agents des PTT s'étaient vus réserver deux ou trois tours.

(Bertrand Bissuel, Sandrine Blanchard, Benoît Hopquin, Catherine Rollot et Xavier Ternisien, *Le Monde* du 18 novembre 2005)

3 – Jusque dans les années 60, il existait une continuité entre les composantes du tissu urbain. Non pas que les zones résidentielles des classes aisées se mêlaient allègrement aux cités d'habitat social, mais chaque niveau apparaissait accessible à ceux de l'étage inférieur. Le modèle ségrégatif était supportable parce qu'il reposait sur sa lisibilité et sa fluidité. Chacun pouvait à la fois se situer « socialement » et spatialement dans la ville puis, à partir de la seconde moitié du XXe siècle, prendre l'ascenseur, gravir les marches de l'échelon social.

(Source : Yazid Sabeg et Laurence Mehaigner, *Les oubliés de l'égalité des chances*, Institut Montaigne, Janvier 2004)

Q2 – En quoi les « grands ensembles » des banlieues étaient-ils des liens d'intégration sociale ?

- ✓
- ✓
- ✓

Q3 – Pour quelles raisons la ségrégation spatiale ne remettait pas en cause la cohésion sociale ?

- ✓
- ✓

4 – Voici des "jeunes de banlieue" qui ne brûlent pas de voitures et dont on ne parle jamais. Des ambitions plein la tête, aux antipodes des caricatures à cagoule qui ont occupé l'espace médiatique ces dernières semaines, ils veulent devenir magistrats, chefs d'entreprise, enseignants, traders, experts comptables, commissaires de police. Cette jeunesse nombreuse des quartiers populaires a eu son baccalauréat et peuple aujourd'hui les amphithéâtres de l'université Paris-13, à Villetaneuse, au cœur de la Seine-Saint-Denis.

Ces jeunes témoignent de la pression parentale sur les résultats scolaires. On leur a inculqué, dès le plus jeune âge, un profond respect de l'école. Et l'obligation d'obtenir des diplômes pour avoir une chance de s'insérer. Le salut a aussi pu venir des enseignants rencontrés dans les collèges ou les lycées. Conséquence logique de ce profond désir de réussite, ils rejettent toute idée de discrimination positive. Même si leur parcours doit être difficile, même si tous craignent des discriminations au moment de l'entrée sur le marché du travail, ils revendiquent une insertion pleine et entière, mais liée à leurs seules capacités. Car, fondamentalement, ils estiment ne pas avoir à s'intégrer dans la société. Mokrane Hamadouche : « Mes parents venaient de l'étranger et ont eu à s'intégrer. Mais moi, je suis autant français que Sarkozy. Je suis né ici, je parle français, je consomme français. Qu'est-ce que je dois faire de plus ? » Le jeune homme, qui se voit travailler dans l'assurance ou devenir professeur en ZEP, met en avant la réussite familiale : une grande soeur qui effectue un master à l'université de Barcelone, une autre devenue agent d'escalier, un frère qui prépare le bac S et deux autres, au collège, « qui ont régulièrement des félicitations ».

Dans un environnement difficile, le spirituel apporte un cadre. Notamment aux garçons, moins tenus par les parents. Mokrane Hamadouche parle de l'« hygiène de vie » qui découle de la pratique religieuse. Mustapha Boutoula insiste sur sa fonction sociale dans des quartiers de la « banlieue rouge » qui ont longtemps été structurés par le Parti communiste : "Elle remplace un peu les institutions qui sont défaillantes."

(Source : Luc Bronner, *Le Monde* du 25 décembre 2005)

5 – Les Zones Urbaines Sensibles sont souvent situées dans les anciennes "banlieues rouges" où les partis de gauche et les syndicats, et en premier lieu le Parti communiste et la CGT, assuraient une fonction non seulement de relais de la classe ouvrière sur le lieu de travail et dans la ville mais aussi d'encadrement, notamment à travers l'organisation d'activités sportives, culturelles et sociales.

(Source : Stéphane Peltan, *La ségrégation urbaine*, Ecoflash n° 191, Octobre 2004)

6 – Dans les quartiers populaires plus qu'ailleurs les jeunes ont besoin de se retrouver entre eux par affinités musicales, sportives ou vestimentaires, ils constituent des groupes qui se font ou se défont au gré des "embrouilles". Ils développent assez souvent un tribalisme de quartier ou un nationalisme de cage d'escalier, mais ils ne forment pas pour autant des bandes structurées menaçant en permanence l'ordre public. Ces bandes, quand elles existent, sont pluriethniques à l'image de nos banlieues populaires ; elles sont à analyser comme mode de structuration primaire d'une jeunesse à la recherche de repères stables. Elles peuvent dévier, elles peuvent même donner lieu à des conduites délictuelles et criminelles, mais elles ne sont pas exclusivement portées vers cette orientation. Elles sont le plus souvent des lieux de retrouvailles, de fêtes, d'amitié, de chaleur humaine dans un univers froid, bétonné, exclu, à la marge.

(Source : A. Jazouli, *Les Années banlieues*, Seuil, 1992)

7 – Dans l'univers populaire traditionnel, les conduites marginales des jeunes bénéficient de certains espaces de déviance tolérée. Certains débordements juvéniles sont acceptés car "il faut bien que jeunesse se passe" et, avant d'entrer dans la vie adulte, les jeunes ont le droit de "s'amuser". En fait, les conduites déviantes des jeunes - bagarre, petite délinquance - ne menacent pas l'intégration de la collectivité qui manifeste certaines capacités de régulation autonomes. Les bandes de "Blousons noirs" elles-mêmes participaient largement de ces déviances tolérées, elles étaient les ultimes manifestations d'une autonomie avant de se "perdre" dans le travail et dans le mariage.

(Source François Dubet, *La Galère, jeunes en survie*, Regards sur l'actualité, n° 172, Juillet 1991)

Q4 – Quelles sont les institutions qui participaient à la socialisation et à l'intégration dans les banlieues ?

- ✓
- ✓

- ✓
- ✓
- ✓

Q5 – Expliquez la phrase soulignée du dernier document.

.....

.....

.....

2 – DE NOS JOURS, L'EXCLUSION ET LA SEGREGATION SEMBLANT L'EMPORTER

Le concept d'anomie, forgé par Durkheim, caractérise la situation où se trouvent les individus lorsque les règles sociales qui guident leurs conduites et leurs aspirations perdent leur pouvoir, sont incompatibles entre elles ou lorsque, minées par les changements sociaux, elles doivent céder la place à d'autres. Il a montré que l'affaiblissement des règles imposées par la société aux individus a pour conséquence d'augmenter l'insatisfaction et, comme diront plus tard Thomas et Znaniecki, la "démoralisation" de l'individu. De cette démoralisation, Durkheim voit le signe dans l'augmentation du taux des suicides.

La *déviance* est un comportement qui implique la transgression de normes sociales ainsi que des sanctions. Ce comportement ne peut être défini par des propriétés qui lui seraient intrinsèques, mais bien à partir de la réaction sociale qui lui est associée

La *stigmatisation* est la réaction d'un groupe ou d'une société envers des personnes ou des groupes minoritaires, différents ou défavorisés (minorités ethniques, homosexuels, malades, handicapés, alcooliques, toxicomanes, chômeurs, délinquants, etc.), consistant à attribuer une étiquette qui les catégorise comme déviants. La stigmatisation produit chez les personnes cibles des sentiments de vulnérabilité, de honte, et des comportements de retrait, d'entraide, ou parfois d'agression. Sa fonction sociale est de détourner l'attention du problème posé par les personnes stigmatisées (maladie, chômage, etc.), et d'en justifier l'exclusion en les désignant comme responsables de leurs maux.

L'*exclusion* : est exclue la personne qui a vu les liens qui la rattachaient aux autres se rompre et qui a été ainsi rejetée aux marges, là où les êtres perdent toute visibilité, toute nécessité et, quasiment, toute existence.

1 - Les zones urbaines sensibles (ZUS) sont des territoires urbains définis par les pouvoirs publics pour être la cible prioritaire de la politique de la ville, en fonction des considérations locales liées aux difficultés que connaissent les habitants de ces territoires. Les zones urbaines sensibles (ZUS) comptaient 4 361 000 habitants en 2006, dont 204 600 dans les départements d'outre-mer. Contrairement à la population générale, la population des 717 ZUS métropolitaines a diminué de 2,3 % depuis 1999. Désormais, à peine 7% de la population réside en ZUS. La répartition est cependant inégale. La part de la population résidant en ZUS est maximale à La Réunion et en Guyane, autour de 15 % ; elle dépasse 10 % dans le Nord - Pas-de-Calais, en Île-de-France et en Corse. À l'inverse, elle est inférieure à 3 % en Bretagne, dans le Limousin et en Midi-Pyrénées. (Source : *La population des zones urbaines sensibles*, Insee Première N°1328 - décembre 2010).

2 – Caractéristiques sociales des populations vivant dans des zones urbaines sensibles comparées à celle de la population française (en %)

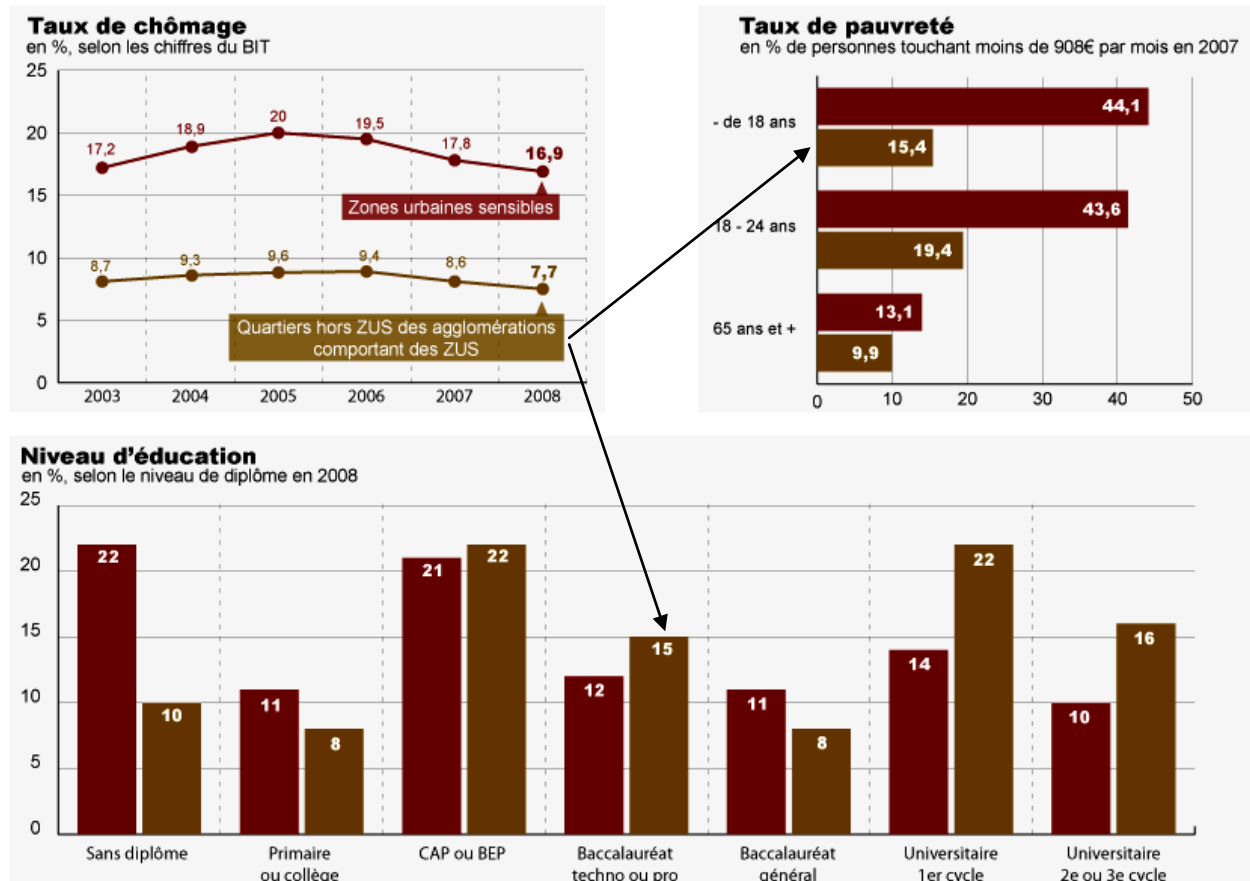
	Zones urbaines sensibles		France dans son ensemble	
	1999	2010	1999	2010
Jeunes de moins de 20 ans	31,5	31,6	24,6	24,9
Actifs non qualifiés	33,1	39,9	20,0	23,5
Etrangers	16,5	17,5	5,6	5,8
Salariés ayant un emploi atypique	20,0	34,9	13,8	26,2
Taux de chômage des actifs	25,4	20,9	10,2	9,5
Taux de chômage des fils d'immigrés	35,3	31,6	24,1	12,1

(Source : Stéphane Peltan, *La ségrégation urbaine*, Ecoflash n° 191, Octobre 2004 actualisé ONZUS 2011)

3 – Massivement habités par des ouvriers et des employés, – dont beaucoup sont devenus chômeurs –, ces quartiers subissent la violente désagrégation de ce que fut la classe ouvrière. Maghrébins ou Français d'origine pour la plupart, les enfants de ces quartiers ont généralement vécu le « déclassé » de leurs parents par le chômage notamment. Le nombre de familles monoparentales est triplement supérieur à la moyenne. En outre, résider en ZUS constitue en soi un handicap sur le marché du travail. La probabilité de trouver un emploi, toutes choses égales par ailleurs, y est plus faible et plus lente qu'ailleurs. Enfin, le chômage a partie liée au parcours scolaire des habitants de ZUS : 40 % des jeunes de plus de 15 ans vivant en ZUS sortent du système scolaire sans bagage contre 17,7 % pour la moyenne nationale. [...]

(Source : Sabeg et Mehaignerie, *Les oubliés de l'égalité des chances*, Institut Montaigne, Janvier 2004)

4 – Les indicateurs des zones urbaines sensibles



source : Observatoire national des zones urbaines sensibles, rapport 2009

Q1 – A l'aide des documents, remplissez le texte à trous :

L'exclusion se manifeste par la transformation des grands ensembles en zones de relégation sociale. Les zones urbaines sensibles sont caractérisées par la présence de grands ensembles ou de quartiers d'habitat dégradé. Les 717 ZUS, dans lesquelles vivaient.....millions de personnes en 2006 (soit% de la population française, et 11 % des Franciliens), concentrent les situations de précarité et d'exclusion.

Ces quartiers concentrent :

- ✓ Une population plus jeunes que la moyenne (un.....des habitants de ces quartiers ont moins de 20 ans contre un.....pour la population française en 2010). Ces jeunes connaissent une moindre réussite scolaire (la part des sans diplôme dans les ZUS est.....plus importante que celle des quartiers hors ZUS en 2008 et plus de lade la population des ZUS n'a pas dépassé le CAP/BEP).
- ✓ Une population appartenant aux classes.....(en majorité des ouvriers et des employés) peu qualifiée (deux résidents des ZUS sur..... sont non qualifiés contre un..... pour la moyenne française en 2010), dont une fraction importante est d'origine étrangère (leur proportion y est fois plus importante que la moyenne dont la moitié sont originaires du Maghreb).
- ✓ Des familles fragilisées : la part des familles monoparentales est.....supérieure à la moyenne. 60 % des ménages des ZUS sont locataires en HLM, contre 21 % dans les agglomérations avoisinantes. Les grands logements sont plus rares qu'ailleurs, alors que les familles nombreuses y sont plus fréquentes.
- ✓ Ces populations sont davantage frappées par la précarité et le chômage (.....% des actifs de ces cités sont au chômage contre% pour la moyenne française en 2010 et ce taux atteint plus de% des jeunes actifs de moins de 25 ans d'origine immigrée).
- ✓ En conséquence, la pauvreté se concentre dans ces quartiers sensibles (plus de.....% des jeunes de moins de 25 ans ont un niveau de vie inférieur au seuil de pauvreté) et la mixité sociale se défait.

1 – En dix ans, du premier choc pétrolier (1973-1974) à la crise de l'automobile (1982-1984), les choses se sont dégradées, avec les suppressions d'emplois massives chez Citroën, la fermeture d'Idéal Standard... Au même moment, les centres commerciaux régionaux ouvrirent leurs portes. Conséquence : les magasins du centre Surcouf "ont commencé à fermer les uns après les autres", se rappelle M. Prévost.

En quelques années, le peuplement du quartier s'est transformé, notamment sous l'effet de mesures encourageant l'accession à la propriété. Les ménages plus aisés ont acquis un pavillon. Simultanément, la rénovation des centres-villes a rejeté vers la périphérie nombre de familles immigrées, qui se sont relogées dans les quartiers nord d'Aulnay. Peu à peu, les Français "blancs" sont partis. Avec la montée du chômage, toxicomanie et délinquance ont fait leur apparition. Les commerces ont commencé à s'équiper en rideaux de fer, en alarmes.

L'effondrement de l'école. Les enseignants ont assisté en première ligne à la métamorphose du quartier. "Aujourd'hui, pas un seul élève sur les 210 que compte mon école n'est Français métropolitain de souche", affirme Jean Dugas, directeur d'une des écoles élémentaires du groupe scolaire Jules-Ferry. Originaires du Maghreb ou d'Afrique noire, la grande majorité des écoliers sont issus de milieux défavorisés. Sur les registres de l'école, à la case "profession des parents", on lit souvent "technicien de surface", "femme ou homme de ménage", "chômeur". Et il n'est pas rare que l'espace reste vierge.

Cette précarité a déstructuré nombre de familles. "Nous avons de plus en plus d'enfants "bolides" qui refusent totalement d'obéir, de travailler. Chômage et précarité ont brouillé tout repère temporel : "Nous donnons des rendez-vous à des parents qui arrivent deux heures en retard, voire apparaissent trois jours après la date fixée", ajoute l'enseignante. Avec ceux qui ont la chance d'avoir un travail, les problèmes d'organisation sont récurrents. Pas facile de rencontrer après les cours des mères ou des pères qui jonglent avec des horaires décalés, du travail de nuit ou de longs trajets. La communication écrite est parfois aléatoire, faute d'une bonne compréhension du français, les mots laissés dans le cahier de liaison de l'enfant restent lettre morte et les messages téléphoniques sans réponse.

(Source : Bertrand Bissuel, Sandrine Blanchard, Benoît Hopquin, Catherine Rollot et Xavier Ternisien, *Le Monde* du 18 novembre 2005)

2 – Le phénomène de ségrégation, intrinsèque au système HLM, aggravé par la discrimination dans le parc privé, tend à figer les habitants les plus modestes et/ou d'origine étrangère dans les cités. Alors que les populations françaises ont progressivement décroché des prêts d'accèsion à la propriété, les familles immigrées stagnent dans leur logement locatif.

La division de plus en plus forte entre des territoires dont les populations ne souhaitent pas se rencontrer est frappante. Aujourd'hui, la ségrégation se manifeste par un double phénomène d'assignation à résidence et de discontinuité urbaine (perte de liens entre quartiers riches et pauvres, absence de reconnaissance sociale de zones médiatiquement stigmatisées comme des zones de « non-droit »).

(Source : Yazid Sabeg et Laurence Mehaignerie, *Les oubliés de l'égalité des chances*, Institut Montaigne, Janvier 2004)

3 – Les barrières se multiplient entre le marché du travail et les habitants des quartiers difficiles, qui se heurtent de plus en plus à un mur de silence. Au délit de faciès, il faudrait désormais ajouter le délit d'adresse. Nul ne saurait nier l'incidence de l'origine sociale et ethnique dans les comportements d'embauche. Le dernier rapport de l'Observatoire des zones urbaines sensibles (ZUS) fait en effet apparaître le facteur important de ségrégation que représente le seul fait d'habiter une ZUS. Ce qui signifie qu'à capital scolaire identique, avec une même origine sociale, une situation familiale équivalente, un même âge, un même pays d'origine et un contexte économique régional identique, le phénomène territorial de la résidence en ZUS entraîne une hausse significative du risque de chômage : plus 5,5 points pour les hommes et 7,3 points pour les femmes. Cela met en évidence l'effet négatif du territoire lui-même sur les chances de trouver un emploi, effet qui dépasse celui des handicaps individuels de ses habitants. En d'autres termes, un même homme de 25 ans, d'origine marocaine, diplômé d'un bac professionnel aura, s'il habite une ZUS, moins de chances de trouver un emploi que s'il n'y habite pas.

(Source : Christian Estrosi, ministre délégué à l'aménagement du territoire, *Le Monde* du 29 décembre 2005)

4 – Les enquêtes ethnographiques mettent également en évidence la dimension politique de cette "anomie" des zones urbaines sensibles. Les ZUS sont souvent situées dans les anciennes "banlieues rouges" où les partis de gauche et les syndicats, et en premier lieu le Parti communiste et la CGT, assuraient une fonction non seulement de relais de la classe ouvrière sur le lieu de travail et dans la ville mais aussi d'encadrement, notamment à travers l'organisation d'activités sportives, culturelles et sociales. Sur le lieu de travail, les syndicats n'ont pas suffisamment pris en compte les spécificités du "nouveau prolétariat" des jeunes précaires, souvent enfants d'immigrés, ce qui a accéléré un déclin qui s'explique largement aussi par les stratégies d'affaiblissement syndical menées dans de nombreuses entreprises. Dans les cités, l'enquête d'O.Masclat montre l'existence d'un fort potentiel militant ; mais les partis et les municipalités de gauche n'ont ni reconnu et encouragé l'action des associations locales, ni suffisamment promu leurs militants pour éviter la désaffection des générations nées à partir des années 70. Ce sentiment d'abandon serait à l'origine de la montée du taux d'abstention et par ricochet, de la montée électorale de l'extrême droite dans certaines ZUS, mais aussi des violences urbaines, qui seraient le symptôme de l'anomie causée par la désorganisation de la vie collective.

(Source : Stéphane Peltan, *La ségrégation urbaine*, Ecoflash n° 191, Octobre 2004)

5 – Avec la destruction des liens communautaires traditionnels dans les grands ensembles, les capacités de régulation autonome se sont considérablement affaiblies. Il n'y a guère d'accord tacite sur une norme collective accordant aux jeunes un espace propre, fut-il un espace de bêtises. Les conduites qui paraissent interprétables, sinon acceptables, ne le sont plus ; elles deviennent "dangereuses". Comme ces jeunes vivent eux-mêmes dans un univers peu intégré, ils souffrent d'une absence de repères, d'anomie et s'adonnent donc à mille nuisances : bruits, vandalisme, agressions verbales, vols... Là où la communauté n'intervient plus elle-même pour établir sa règle, on demande aux services sociaux, aux animateurs, aux éducateurs et aux policiers de remplir les fonctions de régulation laissées vacantes.

Longtemps la vie des jeunes ouvriers est apparue comme un "destin" conduisant nécessairement à l'usine par une exclusion sociale précoce de la scolarité. Avec l'explosion de la scolarité de masse instaurée au cours des trente dernières années, le mode d'entrée dans le travail s'est beaucoup transformé. C'est le niveau auquel sont abandonnées les études qui fixe les opportunités d'emploi et, pour les moins qualifiés, de chômage. Le sentiment d'exclusion est d'autant plus vif que les espoirs d'intégration ont été les plus forts. Sans doute, les enfants d'ouvriers finissent-ils souvent par devenir ouvriers eux-mêmes, la "reproduction" est à l'oeuvre. Le fait que la banlieue ne soit plus rouge signifie que la référence à la conscience de classe et au mouvement ouvrier n'est plus en mesure de donner sens aux pratiques des acteurs ni, surtout, de canaliser les sentiments d'injustice et de révolte.

Dépourvus de ces repères, les jeunes de banlieues sont simplement "enragés" pris dans une colère sans objet, se retournant autant contre les autres que contre eux-mêmes, leur quartier et leur environnement, leurs écoles et les équipements sociaux qui leur sont destinés.

(Source : François Dubet, *La Galère, jeunes en survie*, Regards sur l'actualité, n° 172, Juillet 1991)

6 – Fréquence annuelle des agressions (physiques ou verbales) et des vols (en % en une année)

Proportion de personnes disant avoir subi...	une agression	un vol sans violence
Age		
➤ 15-19 ans	9,5	non significatif
➤ 20-29 ans	7,5	18,1
➤ 40-49 ans	5,4	14,4
➤ 70-79 ans	1,4	4,1
Type d'habitat		
➤ Hors agglomération	2,7	6,3
➤ Pavillon individuel	4,9	9,7
➤ Immeubles collectifs (sauf grands ensembles)	6,5	15,0
➤ Cité, grands ensembles	7,4	13,9
➤ Habitat mixte	5,7	12,6
Ensemble	5,0	10,8

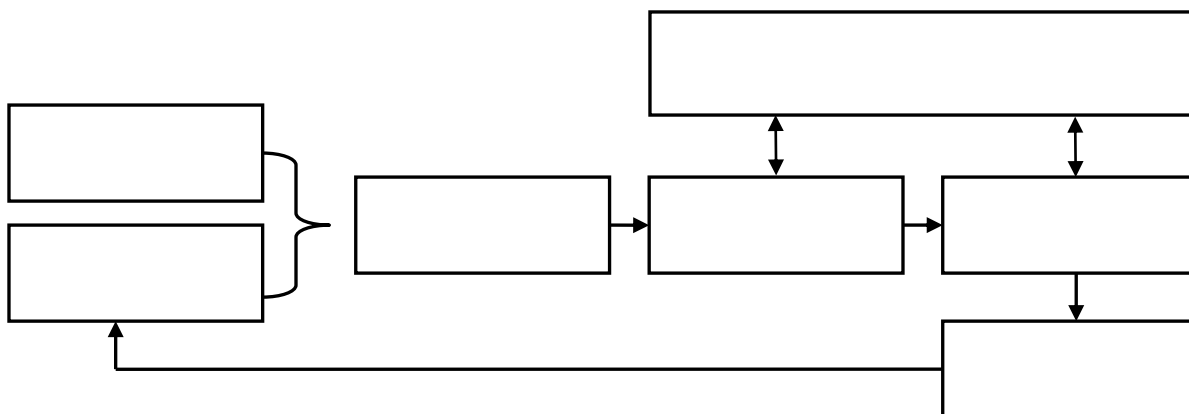
(Source : Insee, enquête sur les conditions de vie des ménages, 2001)

Q2 – A l'aide des documents et du vocabulaire suivant, remplissez le texte à trous : *discriminés, marginalisent, stigmatisés, autodestruction, intériorisation, anomie, ségrégation, intégration, auto-exclusion.*

Lase manifeste par le fait qu'il n'y a plus de contacts entre les différents quartiers. Les habitants des grands ensembles ne peuvent pas sortir de la « cité ». Ils n'en n'ont pas les moyens et vont de moins en moins en centre-ville. Ils se replient dans leur quartier qui devient, pour certains jeunes, un territoire à défendre contre les bandes des autres quartiers ou contre les représentants de l'autorité étatique.

En conséquence, les « quartiers sensibles » et leur population se.....de plus en plus. Le chômage met à mal la solidarité familiale. Les jeunes les moins encadrés par la famille échouent à l'école et n'arrivent pas à trouver un emploi car ils sont.....pour leur appartenance ethnique (le « *délicté facies* ») et.....par le lieu où ils habitent (« *le délicté d'adresse* »). La police française pratique à grande échelle des "contrôles au faciès". Une étude scientifique montre que les forces de l'ordre effectuent des contrôles d'identité discriminatoires vis-à-vis des Arabes et des Noirs : pour les premiers, la probabilité d'être contrôlé est globalement 7,8 fois plus élevée que pour les Blancs; pour les seconds, elle est six fois plus importante. L'..... du stigmate les conduit à rejeter tout ce qui peut représenter l'autorité nationale : l'école qui n'arrive pas à fournir un emploi, la police qui est perçue comme hostile, les partis de Gauche qui n'ont pas été capables d'intégrer les nouveaux militants associatifs issus de l'immigration... Cette absence d'..... économique, sociale et politique se traduit par une perte des repères, une, qui conduit une partie des jeunes vers la délinquance : la proportion des vols dans les cités est.....fois plus importante que dans les campagnes, ce qui renforce l'image d'insécurité de ces quartiers. Les agressions sont.....fois plus importantes dans les cités que dans les campagnes et elles touchent Fois plus les jeunes que les personnes âgées. En 1987, au terme d'une enquête intitulée « *La Galère* », le sociologue François Dubet définissait la « *rage* » des jeunes au sein des « grands ensembles » comme une « *expérience d'.....* ». Aujourd'hui, d'autres chercheurs y repèrent un processus « *d'.....* » proprement politique. Dans « *La Démocratie de l'abstention* » (2007), Céline Braconnier et Jean-Yves Dormagen observent que la population des cités, ou du moins ses fractions les plus précarisées, tend inexorablement à être exclue de la communauté citoyenne comme le montre le taux d'abstention record (de 70 à 80%) dans les quartiers sensibles aux élections régionales de 2010.

Q3 – Complétez le schéma à l'aide des mots suivants : *chômage de masse, anomie, désorganisation familiale, déviance, stigmatisation, affaiblissement des institutions intégratrices, emplois précaires.*



7 – Une série de recherches récentes montre que le renforcement des ghettos français s'explique d'abord par le comportement de fuite des classes moyennes et supérieures qui ne veulent pas prendre le risque de la mixité sociale. Par leurs choix résidentiels et scolaires, les Français, singulièrement les classes moyennes, tentent de conjurer le risque de déclassement social et de maintenir l'espoir d'une ascension future. Et renforcent, bien malgré eux, la ghettoïsation de certains quartiers. L'économiste Eric Maurin a montré que toutes les couches de la population s'évertuaient à trouver un "entre soi" protecteur. "De fait, le "ghetto français" n'est pas tant le lieu d'un affrontement entre inclus et exclus que le théâtre sur lequel chaque groupe s'évertue à fuir ou à contourner le groupe immédiatement inférieur dans l'échelle des difficultés. A ce jeu, ce ne sont pas seulement des ouvriers qui fuient des chômeurs immigrés, mais aussi les salariés les plus aisés qui fuient les classes moyennes supérieures, les classes moyennes supérieures qui esquivent les professions intermédiaires, les professions intermédiaires qui refusent de se mélanger avec les employés, etc.", écrit le chercheur dans *Le Ghetto français* (Seuil, 2004, 95 pages).

Les choix résidentiels s'effectuent dans cette logique mais avec l'obstacle, considérable, du prix des logements, notamment en région parisienne. Les stratégies d'évitement des collèges populaires représentent une alternative plus simple, qu'il s'agisse du recours à l'enseignement privé ou du contournement de la sectorisation des collèges publics. A Paris, au moins 40 % des familles évitent leur collège de rattachement de manière légale, tandis qu'une proportion inconnue s'en détourne en usant de moyens illégaux (fausse domiciliation, par exemple). Le calcul des familles est rationnel, difficilement critiquable, dans la mesure où l'environnement social est un facteur déterminant dans la réussite scolaire. Mais les conséquences de ces décisions individuelles sont désastreuses d'un point de vue collectif. Le sociologue Georges Felouzis a ainsi montré que les stratégies d'évitement scolaire amplifient, de manière considérable, la ségrégation ethnique découlant des politiques d'urbanisme. A partir d'une enquête sur l'académie de Bordeaux, le sociologue montre que 10 % des établissements scolarisent 40 % des élèves issus de l'immigration, tandis que les plus favorisés en comptent moins de 1 %, ce qui conduit le sociologue à parler d'"apartheid scolaire", titre de son dernier ouvrage (Seuil, 2005, 233 pages).

Au-delà de la gestion de crise, les difficultés actuelles ne se résoudront donc pas dans les cités. Fondamentalement, la question essentielle est celle de la perte de confiance ou, plus grave, du rejet, par la société, de la mixité sociale. Qui peut encore s'opposer au rejet social de ce principe ? Sûrement pas les élites politiques, intellectuelles et médiatiques qui évitent depuis longtemps de subir les conséquences de la mixité sociale.

(Source : Luc Bronner, *Le Monde* du 27 novembre 2005)

Q4 – Complétez le schéma à l'aide du texte et des mots suivants : *chômage de masse, inflation des diplômes, stratégie d'évitement, ségrégation urbaine, hausse du prix du logement hors ZUS, absence de mixité sociale, apartheid scolaire.*

